



Le sommet de l'Otan à Madrid s'annonce scandaleux

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 22 juin 2022

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

La Türkiye et la Croatie font activement pression pour protéger leurs propres intérêts, s'opposant à l'admission de la Suède et de la Finlande dans l'Otan. La direction de l'Alliance de l'Atlantique Nord a, donc, beaucoup à faire pour ne pas voir se réaliser un scandale au sommet de l'Otan à Madrid.

Le sommet de l'Otan, qui est prévu le 29 juin, est en train de déboucher sur un scandale. *The Guardian* [affirme](#) que la Türkiye menace de reporter d'un an l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Alliance de l'Atlantique Nord. Le dialogue ouvert et tenu secret entre Ankara et Stockholm avec Helsinki -médiatisé par Bruxelles et surveillé de l'extérieur par Washington- a conduit la Türkiye à présenter une énorme liste contenant plusieurs exigences en échange de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan.

Elle exige de prendre position sur le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'Ankara considère comme terroriste; d'empêcher la tenue d'événements dans leurs parlements par des personnes associées à des structures terroristes; de refuser l'assistance matérielle aux unités de protection du peuple (YPG) kurdes en Syrie; d'extrader vers la Türkiye des personnes associées au terrorisme; d'arrêter les contacts avec les représentants des formations kurdes opérant en Irak et en Syrie; de couper les liens avec les membres fugitifs et recherchés de l'organisation FETO; de ne pas prendre de mesures contre la sécurité nationale de la Türkiye; de contacter et coopérer régulièrement avec la Türkiye dans la lutte contre le terrorisme ; de bloquer les comptes bancaires des personnes et des organisations associées aux organisations terroristes, ainsi que pour empêcher les activités sur son territoire d'ONG à orientation anti-Türkiye.

Au début, les organisateurs du sommet de l'Otan s'imaginaient que la Türkiye serait satisfaite par des négociations habituelles. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'est, plus récemment, [déclaré confiant](#) de voir la Finlande et la Suède être acceptées presque immédiatement lors d'une réunion du sommet de Madrid. Il a, d'ailleurs, [vanté](#) une «conversation constructive avec le président Recep Tayyip Erdogan avant le sommet de l'Otan: «Nous avons discuté de l'importance de répondre aux préoccupations de sécurité légitimes de la Türkiye concernant la lutte contre le terrorisme et de faire des progrès dans le processus d'adhésion à l'Otan pour la Finlande et la Suède».

Désormais, il admet que les chances de ces pays d'accéder plus rapidement à l'Alliance de l'Atlantique Nord peuvent s'évanouir. Le quotidien *Firstpost* [titre](#): «Les espoirs d'une adhésion rapide à l'Otan pour la Finlande et la Suède s'estompent». Le site sur la politique de la Méditerranée orientale, *Doğu Akdeniz Politik*, a [repris](#) les dires de Jens

Stoltenberg laissant entendre dimanche dernier des difficultés avec la Türkiye: «La Türkiye est un pays important de l’Otan d’importance stratégique»; «Aucun pays de l’Otan n’a autant souffert du terrorisme que la Türkiye»; «Nous prenons les préoccupations de la Türkiye très au sérieux et faisons tout ce que nous pouvons pour y répondre».

La Finlande et la Suède ont discuté lundi à Bruxelles de leurs candidatures bloquées à l’Otan avec la Türkiye, mais Ankara a refroidi l’espoir que leur différend sera résolu avant un sommet de l’Alliance [de l’Atlantique Nord] la semaine prochaine, affirme *Firstpost*. «Le sommet de l’Otan à Madrid n’est pas la date limite, donc, nos négociations vont se poursuivre», a déclaré à la presse le conseiller en politique étrangère du président turc Recep Tayyip Erdogan, Ibrahim Kalin, à l’issue des pourparlers. Ce mardi, Jens Stoltenberg a [déclaré](#) poursuivre les négociations avec la Türkiye: «La Türkiye a des préoccupations légitimes en matière de sécurité concernant le terrorisme auxquelles nous devons répondre. Nous poursuivrons donc nos discussions sur les demandes d’adhésion de la Finlande et de la Suède à l’Otan, et je me réjouis de trouver une voie à suivre dès que possible».

Le problème n’est pas seulement lié spécifiquement à la Suède et à la Finlande. Initialement, Ankara prévoyait de résoudre les problèmes avec ces deux nouveaux candidats tranquillement, mais les Etats-Unis sont intervenus, menaçant publiquement les Turcs de sanctions tout en rendant publique la crise. La Türkiye a vu une issue à la situation dans les contacts entre son président Recep Tayyip Erdogan et le président américain Joe Biden. Washington a refusé, réduisant ainsi les options de la Turquie pour sauver la face. Ankara a fait monter les enchères en insistant pour que les Américains changent certaines orientations de leur propre politique étrangère au Moyen-Orient, notamment en ce qui concerne la question kurde, comme pour souligner que l’épicentre du problème ne se trouve pas dans les pays scandinaves, mais aux Etats-Unis. La Türkiye craint, également, que le processus de redécoupage des frontières en Europe, qui a commencé lors du développement de la crise ukrainienne, ne soit transféré au Moyen-Orient.

Dans une telle situation, Ankara peut objectivement jouer du côté de la Russie, en stoppant l’expansion de l’Otan, en initiant une profonde crise institutionnelle au sein de l’Alliance de l’Atlantique Nord. En même temps, il s’avère que la position de la Türkiye est reconnue par les présidents de la Croatie et de la Hongrie. Lorsqu’ Ankara a annoncé le début de l’opération militaire «Source de Paix» dans le nord de la Syrie contre les forces kurdes, la Hongrie était le seul pays qui, non seulement, a soutenu Ankara, mais qui a aussi bloqué la publication d’une déclaration de l’UE condamnant l’opération.

A cet égard, certains experts ont même commencé à parler de la possibilité de former un bloc informel Türkiye-Croatie-Hongrie au sein de l’Otan. L’intrigue ici est justement qu’à l’exception de la Hongrie qui refuse de se joindre aux sanctions énergétiques contre la Russie, la Türkiye et la Croatie ne sont pas motivées par Moscou. La Türkiye est agitée par la question des Kurdes.

Il faut ici le spécifier. La Türkiye se souvient que la Suède fut le seul pays à bloquer sa demande d’adhésion dans l’UE. La Croatie connaît les problèmes de la minorité croate qui se voit être interdite d’occuper des postes élevés en Bosnie-Herzégovine. Elle appelle l’Otan à faire pression sur Sarajevo et à dissiper ce litige. La Turquie a l’intention d’obtenir des concessions jusqu’au bout, la Croatie a, également, fixé son propre prix à un haut niveau. Les deux pays font activement pression pour leurs propres intérêts. Par conséquent, Jens Stoltenberg a beaucoup de travail à faire pour ne pas voir se réaliser un scandale au sommet de l’Otan à Madrid.

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2022

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca